



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe 4

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2019
en faveur de la République du Burundi

Document d'action concernant la «Facilité de coopération technique II (FCT II)»

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Facilité de coopération technique II (FCT II) Numéro CRIS: BI/FED/041-782 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Burundi L'action sera menée à l'endroit suivant: l'ensemble du territoire national.	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour le Burundi	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal • ODD 17 «Partenariats pour la réalisation des objectifs» Autre ODD • ODD 16 «Paix, justice et institutions efficaces»	
5. Secteur d'intervention/domaine thématique	Mesure d'appui multi secteur	Aide au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 2 500 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 2 500 000 EUR.	
7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe avec: - subventions - passation de marchés	
8 a) Code(s) CAD	15110 - Politiques publiques et gestion administrative (100%)	
b) Principal canal de distribution	12000 – Gouvernement du bénéficiaire	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »	S.O.			

RESUME

Le PIN 2014-2020 pour le Burundi vise à soutenir la mise en œuvre du programme national de développement (cadre stratégique de lutte contre la pauvreté II, 2011-2016 suivi en 2018 par le programme national de développement 2018-2027). Pour faciliter et accompagner la mise en œuvre des appuis prévus, le PIN 2014-2020, prévoit une enveloppe indicative de 5 000 000 EUR pour la Facilité de coopération technique (FCT). Une première tranche de 2 500 000 EUR a été déjà mobilisée pour une première FCT, dont la période de contractualisation est expirée en mars 2019. Une seconde FCT doit donc être mobilisée rapidement pour continuer à disposer des ressources utiles à accompagner la mise en œuvre de l'aide européenne et la préparation des documents nécessaires pour la prochaine période de programmation post-11^e FED.

Cette facilité permettra, par ailleurs, de renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets/programme financés par l'UE, ainsi que de renforcer la coordination de l'aide, conformément aux principes de la déclaration de Paris de 2005 et de Busan 2011 sur l'efficacité de l'aide, dont le «Busan Joint Action Plan for Gender Equality and Development» porte une attention particulière à l'intégration de la question genre pour renforcer cette efficacité.

Elle sera mise en œuvre par le biais d'études pour la préparation, l'identification et la formulation des projets et programmes, de la mobilisation d'assistance technique ponctuelle, d'actions de formation, sensibilisation, de conférences et séminaires (permettant le renforcement des connaissances et capacités des acteurs de la coopération), d'évaluations et d'audits de projets en cours ou finalisés n'ayant pas prévu un budget spécifique pour ces opérations. Dans ce cadre et conformément au nouveau consensus européen pour le

développement «notre monde, notre dignité, notre avenir»² et au principe consistant à ne laisser personne de côté, une attention particulière sera accordée aux personnes défavorisées, vulnérables et marginalisées, dont les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

Les relations entre le Burundi et l'UE demeurent tendues depuis les événements de 2015 et depuis l'adoption de mesures appropriées par le Conseil de l'UE en mars 2016 (application de l'Article 96 de l'accord de Cotonou) liant la reprise de l'aide financière directe à une amélioration de la situation au regard de l'État de droit, des droits de l'Homme et à la sortie de la crise politique. Actuellement ces mesures sont toujours en vigueur à cause du manque d'avancées. Toutefois, il faut noter que même si les modalités d'intervention ont changé d'une approche sectorielle à une approche projet, car aucun appui direct aux autorités n'est plus possible, l'UE continue d'être l'un des principaux bailleurs du pays en matière de développement.

Selon le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain, le Burundi est classé à la 185^e position sur 189 pays étudiés en 2018 et 71,7 % des Burundais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant a été de 307 USD en 2018, faisant du Burundi l'un des pays les plus pauvres du monde.

La population du Burundi a été estimée en 2017 à 11 495 438 habitants, ce qui fait du Burundi l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique (423,06 habitants au km²). La population burundaise est jeune avec 65 % de personnes de moins de 25 ans et 51,5 % de moins de 18 ans. Avec un taux de croissance démographique annuelle de 2,4 % et un index de fécondité de 5,5 enfants par femme (avec des fortes disparités selon le milieu urbain et rural et selon le niveau d'éducation), on estime qu'à l'horizon 2050 le Burundi pourrait avoir plus de 27 millions d'habitants. Cette forte croissance démographique cause une pression de plus en plus forte sur les ressources naturelles limitées du pays, ainsi que sur les services de base et le développement économique et social du Burundi.

L'économie burundaise, après avoir enregistré une récession entre 2015 et 2017, reste actuellement en stagnation. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), la croissance du PIB du Burundi a été nulle en 2018 (0,1 %). À court terme, la croissance devrait rester à un niveau très bas, 0,4 % en 2019 et 0,5 % en 2020. L'agriculture représente toujours la base de l'économie burundaise et la principale source de subsistance de la majorité des burundais, mais la production agricole reste insuffisante pour garantir une sécurité alimentaire correcte à la majorité de la population du pays. Un tiers des burundais se trouve dans l'insécurité alimentaire et plus de la moitié des enfants souffrent de malnutrition chronique. En plus, la malnutrition aigüe entraîne des taux d'anémie importants chez les femmes enceintes. Burundi connaît un taux de mortalité infantile de 82,9 décès d'enfants de moins de cinq ans pour mille naissances.³ L'agriculture est sensible aux catastrophes liées au changement climatique qui entraînent sécheresses, inondations et glissements de terrain, avec de fortes implications sur les conditions de vie des populations vivant déjà dans des situations vulnérables (familles pauvres, personnes vivant avec un handicap,...). Le manque de

² JO C 210 du 30.6.2017.

³ <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>

diversification de l'économie burundaise reposant quasi-exclusivement sur l'agriculture et sur l'exportation de quelques produits de base (café et thé), rend les populations du pays extrêmement vulnérables aux chocs économiques externes. Cette situation s'accompagne d'un faible pouvoir économique de la femme, lié à un accès limité au revenu et à la propriété ainsi que par des contraintes culturelles limitant le pouvoir décisionnel des femmes et des filles au niveau familial et communautaire.

Les perspectives socio-économiques du pays restent aussi largement dépendantes des incertitudes politiques liées en particulier à l'approche des prochaines échéances électorales de 2020.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Le programme indicatif national (PIN) 2014-2020, après revue à mi-parcours, se focalise sur trois des quatre secteurs de concentration initialement programmés (développement rural et nutrition, santé et énergie). Le quatrième secteur, «renforcement de l'État de droit» a été abandonné à cause de l'impossibilité de travailler directement avec les structures étatiques suite à l'application des mesures appropriées (art. 96 de l'accord de Cotonou) décidée par le Conseil en mars 2016. À l'origine, il est prévu dans le PIN des actions transversales d'accompagnement pour la mise en œuvre des projets/programmes dont la facilité technique de coopération (FTC).

Malgré la réorientation des modalités de mise en œuvre du PIN 2014-2020 qui s'est rendu nécessaire après la décision du Conseil (passage d'une approche sectorielle à une approche projet en appui direct aux populations) et la réduction du PIN de 100 000 000 EUR suite à la revue à mi-parcours, l'UE continue d'être un des principaux bailleurs du Burundi.

La FCT se justifie donc toujours, dans la mesure où elle contribue directement à renforcer l'efficacité de l'aide européenne et la lutte contre la pauvreté, notamment par la réduction des inégalités (les inégalités basées sur le genre et sur les vulnérabilités). Cette efficacité est également capitale pour la réalisation des ODD, comme le souligne le nouveau consensus européen pour le développement (paragraphe 18).

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire

Le nouveau plan national de développement 2018-2027 (PND) qui détermine la stratégie du pays pour les 10 ans à venir, identifie trois enjeux principaux pour le développement du pays, cinq orientations stratégiques, 16 axes prioritaires et 51 objectifs stratégiques. Le PND est désormais le cadre auquel l'ensemble des bailleurs doit faire référence et intégrer les stratégies qui y sont développées. Compte tenu de l'ampleur du PND, la coopération européenne et plus en générale les actions des partenaires au développement rentrent parfaitement dans le cadre de ce document stratégique.

Cependant, le PND présente plusieurs faiblesses qui en minent non seulement la crédibilité, mais les possibilités d'opérationnalisation: (i) les ODD ne sont pas intégrés (et pourtant un exercice de priorisation avait été réalisé en 2018 avec le support du PNUD); (ii) le PND établit des objectifs très ambitieux parfois irréalistes, notamment en matière de croissance économique; (iii) pour la plupart des secteurs il n'existe pas d'articulation entre les objectifs du PND et la/les politiques et/ou stratégique sectorielles, voire avec des plans sectoriels plus spécifiques; (iv) le mécanisme d'évaluation et suivi proposé est particulièrement ambitieux eu égard des faibles capacités des institutions; (v) aucune instance de dialogue avec les partenaires au développement n'a été prévue. Le PND a été d'ailleurs élaboré par les autorités sans que la communauté internationale ait été impliquée.

Dans le contexte actuel, les autorités semblent de plus en plus repliées sur elles-mêmes et prétendent privilégier un développement autarcique s'appuyant principalement sur les ressources internes. Le dialogue entre la communauté internationale et le pouvoir burundais reste toujours difficile, mais il existe des espaces au niveau techniques qui peuvent être utilisés pour discuter sur les politiques sectorielles avec les cadres des institutions responsables des différents secteurs. C'est le cas par exemple du secteur de la santé, mais aussi de l'énergie. En outre, d'autres portes d'entrée existent en ce qui concerne les thèmes transversaux en se référant à la politique nationale genre, en cours de renouvellement par le ministère en charge du genre.

1.4 Analyse des parties prenantes

Les parties prenantes de l'action sont les acteurs du développement basés dans le pays, en particulier la cellule d'appui à l'ordonnateur national (CELON), mais aussi les ministères sectoriels (niveau technique) impliqués dans les programmes mis en œuvre par l'UE au Burundi, les organisations de la société civile (associations, fondations, universités, etc.), le secteur privé, etc. Ces acteurs seront impliqués directement dans les différentes activités réalisées au travers de la TCF II et notamment, études, formations, conférences, mobilisation d'assistance technique ponctuelle, etc.

Le bénéficiaire final de la FCT est la population du Burundi qui tirera profit des interventions de l'UE plus pertinentes et efficaces. Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée aux personnes défavorisées, vulnérables et marginalisées, dont les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, pour ne laisser personne de côté.

À noter que les détenteurs d'obligations de respecter, protéger et réaliser les droits humains, notamment les institutions burundaises, ont des capacités fort limitées en terme de ressources humaines et de moyens. Elles ne peuvent par ailleurs non plus être la cible directe des mesures d'appuis mobilisées dans le cadre de l'action, à cause des mesures appropriés (art. 96 de l'accord de Cotonou) en vigueur depuis mars 2016. De même, le contexte actuel rend particulièrement difficile, voire empêche les titulaires des droits de connaître, revendiquer et jouir de leurs propres droits. Pour cette raison, l'implication des parties prenantes institutionnelles sera limitée au niveau technique, tandis que celle des autres parties prenantes nationales non gouvernementales, dépendra du sujet traité et du type d'appui mobilisé.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Dans le contexte de l'application de l'article 96 de l'accord de Cotonou (Cf. points 1.2 et 1.3), les rapports avec les autorités burundaises restent souvent difficiles.

En absence de dialogue politique et de dialogue sur les politiques sectorielles il est essentiel de maintenir des relations fonctionnelles, au moins au niveau technique, avec les autorités pour éviter un blocage qui nuirait à la mise en œuvre des interventions de l'UE en appui direct aux populations. La FCT constitue l'un des moyens de maintenir un dialogue technique dans la mesure où elle permet de mobiliser des supports concrets (formations, conférence et séminaires, assistance technique ponctuelle) qui accompagnent la mise en œuvre de l'aide européenne en y associant les administrations publiques, sans déroger aux conditions imposées par l'application de l'article 96.

La mise en œuvre des différentes réformes pour améliorer la gouvernance économique et plus spécifiquement des secteurs appuyés par les différents bailleurs, a été freinée par la crise et le gel de l'aide de plusieurs partenaires au développement. Dans plusieurs secteurs, il existe cependant des espaces de dialogue technique qui doivent être nourris par des actions concrètes

impliquant les institutions responsables de manière à renouer et renforcer la collaboration pour une mise en œuvre plus efficace et durable de l'aide au développement.

La facilité de coopération technique peut donc aider à limiter, voire dépasser, une partie des contraintes spécifiques qui limitent l'efficacité de la coopération européenne dans le contexte actuel.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F ⁴)	Mesures d'atténuation
Faible pertinence des demandes de mobilisation de la FCT par rapport aux objectifs de l'action.	M	Coordination renforcée avec la CELON pour identifier les secteurs/domaines potentiels nécessitant de la mobilisation de la FCT avec une attention particulière aux personnes/groupes vulnérables.
Sous-utilisation de la FCT.	M	Planification périodique des besoins pour programmer à temps la mobilisation de la FCT.
Restrictions imposées par les autorités dans la réalisation des actions à travers la FCT.	M	Plaidoyer auprès des autorités avec la CELON pour expliquer la valeur ajoutée de la FCT dans la mise en œuvre des programmes de l'UE.
La non-priorisation des thèmes transversaux et même une réticence par rapport au traitement de questions sensibles liées aux droits humains.	M	Sensibilisation sur les outils de travail et instruments intégrant la thématique de l'inclusivité dans les actions de développement.
Les questions transversales sont considérées non pertinentes pour certains secteurs et sont traitées seulement dans des actions spécifiques.	M	Sensibilisation des parties prenantes pour les conscientiser des enjeux stratégiques liés à ces questions. Analyses genres et environnementales par secteur.
Hypothèses <ul style="list-style-type: none"> • Stabilité ou amélioration du contexte général avec maintien d'un dialogue au moins au niveau technique entre les autorités du Burundi et l'UE. • Maintien ou renforcement du rôle de facilitateur de la CELON dans les relations entre l'UE et les ministères sectoriels. • Les autorités ne créent pas d'obstacles aux opérateurs de mise en œuvre de l'aide européenne. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Pendant ces dernières années la première FCT 11^e FED a été utilisée pour la fourniture d'expertise à court et moyen terme afin de contribuer à l'identification, l'instruction, l'évaluation, le suivi/accompagnement et l'évaluation des projets et programmes financés par l'aide européenne, mais aussi pour réaliser des séminaires, conférences et actions de visibilité liées à l'action de l'UE au Burundi et fortement complémentaires à la coopération.

Les enseignements à tirer de ces actions sont liés au contexte spécifique du pays après 2015, à l'application des mesures appropriées (art. 96 de l'accord de Cotonou), mais aussi au faible

⁴ Élevé (E), moyen (M), faible (F).

niveau d'appropriation de l'outil (FCT) de la part de l'administration. Cette situation a amené la délégation à reprendre progressivement le leadership dans la planification et mise à point des actions à soutenir au travers de la FTC I.

Pour renforcer l'efficacité de la nouvelle FCT II il faudra donc:

- sensibiliser les parties prenantes nationales gouvernementales (ordonnateur national et ses services) concernant la nécessité de s'impliquer tout au long du cycle de projet et dans la coordination de l'aide au Burundi. Une attention particulière sera donnée aux questions transversales afin qu'elles soient intégrées dans les actions depuis la phase d'étude/identification;
- renforcer la concertation technique avec les institutions sectorielles et la CELON, mais aussi avec les autres partenaires au développement pour améliorer le processus de programmation des actions à réaliser au travers de la FCT II (identification des secteurs prioritaires nécessitant d'appui et accompagnement, des études à réaliser pour la préparation du post 11^e FED, des opérations de sensibilisation et formations spécifiques en matière de politiques de développement, etc.);
- prendre en compte le besoin de renforcer la connaissance de la part de tous les acteurs de développement nationaux et internationaux de l'action de l'Union européenne au Burundi, aussi en relation avec les questions liées à la thématique de l'inclusivité.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Cette facilité constitue la continuation de la première FCT financée dans le cadre du 11^e FED.

Elle est complémentaire à toute l'aide européenne dans la mesure où elle permet de (i) mobiliser des appuis spécifiques pour des actions en cours pour en renforcer l'efficacité, (ii) réaliser les identifications et formulations nécessaires pour la programmation post 11^e FED, (iii) réaliser des études et évaluations utiles à améliorer l'impact de l'aide européenne, (iv) réaliser des formations, séminaires et conférences destinés aux acteurs de la coopération pour améliorer la pertinence et l'efficacité de la coopération, (v) réaliser des activités pour améliorer la connaissance de l'action européenne au Burundi de la part de toutes les parties prenantes.

La FTC II est également complémentaire à l'aide au développement mobilisée par les autres partenaires car, à travers les actions ci-dessus présentées, elle contribuera directement à renforcer la coordination de l'aide.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

Objectif général

L'efficacité de la mise en œuvre des politiques de coopération de l'UE au Burundi est améliorée.

Objectifs spécifiques

OS 1. Amélioration de la mise en œuvre du programme indicatif national (PIN) 2014-2020.

OS 2. Préparation de la coopération future entre l'UE et le Burundi.

Pour atteindre ces objectifs et les produits visés, il sera porté une attention particulière à ne laisser personne de côté, notamment les femmes et les personnes vulnérables.

Produits attendus

P. 1 Appui de l'ensemble des processus de programmation, d'identification, de formulation, mise en œuvre, évaluation et audit des interventions de l'UE au Burundi.

P. 2 Renforcement des capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet de l'aide européenne.

P.3 Amélioration de la visibilité de l'action de l'UE au Burundi.

P. 4 Mise à disposition d'études concernant les secteurs d'intérêt pour l'activité de l'UE au Burundi.

Principales activités

Activité 1 – Mobilisation d'assistance technique pour appuyer l'identification, la formulation de nouveaux programmes/projets, la mise en œuvre, l'évaluation et l'audit des projets en cours.

Des experts à court et moyen termes seront mobilisés et chargés des activités d'identification et formulation des nouveaux projets/programmes dans le cadre du PIN 2014-2020 et de l'instrument de financement qui le suivra, conformément au programme national de développement 2018-2027 et aux politiques et stratégies sectorielles du pays. Les activités qui seront entreprises par les consultants comprennent, outre que la formulation et la préparation des projets, toutes les études et analyses complémentaires, comme les études de faisabilité ou l'analyse politique et économique du secteur concerné. Des éventuels appuis à la mise en œuvre des projets en cours sont également prévus. Ces processus tiennent particulièrement compte des engagements des différentes parties en matière du genre et de l'approche basée sur les droits.

Quant aux évaluations et aux audits, ils concerneront les projets et programmes pour lesquels il n'a pas été possible de prévoir un budget spécifique pour ces activités, voire pour manque de fonds, voire dans le cas des décisions sans conventions de financement pour l'impossibilité d'utiliser ces fonds après le délai n+1. Dans ce cas aussi, les termes de référence (TDR) seront discutés et validés au préalable avec les différentes parties prenantes concernées.

Activité 2 – Organisation de conférences, séminaires et formations.

Ces rencontres permettront d'aborder tous les sujets d'intérêt pour la coopération, qu'il s'agisse de la cohérence de l'aide européenne avec les priorités nationales ou la priorisation des ODD dans le pays, de la gouvernance des différents secteurs de développement, la promotion de l'égalité de genre, l'approche basée sur les droits, la thématique de l'inclusivité, ou des formations plus pratiques adressées aux partenaires de mise en œuvre pour renforcer leurs capacités de gestion de l'aide européenne.

Ainsi, selon le sujet traité, les rencontres s'adresseront à un public cible différent (étudiants universitaires, cadres de la fonction publique, grand public, etc.) et seront aussi organisées par un ou plusieurs partenaires de mise en œuvre différents (université, centre de recherches, entreprises, centre de formation, etc.). Compte tenu de la nature de ces activités qui seront réalisées en grande partie par des acteurs de la société civile (universités, centres de recherche, associations culturelles, organisations non gouvernementales (ONG), etc.) il a été jugé utile de garder une partie de ressources pour des contrats de subventions. Tandis qu'une autre partie des ressources qui concernera plus particulièrement, mais non exclusivement, les activités de formation, sera utilisée pour des marchés de services.

Activité 3 – Activités de communication et de visibilité, suivi et actualisation de la stratégie de communication et visibilité de l’action de l’UE au Burundi.

Au cours de 2018, une stratégie de communication et visibilité pluriannuelle (2018-20) de l’action de l’UE au Burundi a été préparée. Sa mise en œuvre est assurée en grande partie à travers les projets et programmes, en particulier en ce qui concerne le soutien au développement du pays, tandis que la partie plus «institutionnelle» couvrant par exemple les aspects liés à la diplomatie économique et environnementale/climatique, voire aux démarches liées aux traités et accords internationaux, sera assurée par la FCT II à travers des actions spécifiques. Dans ce cadre, des campagnes de sensibilisation/information pourront être réalisées, traitant aussi la thématique de l’inclusivité.

Un autre aspect qui devra être assuré à travers la mobilisation d’un cabinet spécialisé est le suivi de la mise en œuvre de l’ensemble de la stratégie, ainsi que son évaluation avant fin 2020 et son actualisation à la fin de cette période.

Activité 4 – Réalisation d’études.

Des experts à court et moyen termes seront mobilisés et chargés des études dont l’utilité et les TDR auront été discutés et validés au préalable avec les différentes parties prenantes concernées. Les études pourront couvrir tous les secteurs d’intérêt pour l’action européenne au Burundi. Étant donné que tous les secteurs ont un enjeu en termes de genre et droits humains (énergie, etc.), l’intégration systématique de ces aspects est cruciale pour des études valables et cohérentes.

4.2 Logique d’intervention

La FCT II répond à la nécessité de disposer d’un outil permettant de renforcer et compléter certains aspects liés à la mise en œuvre de l’aide européenne au Burundi dans son ensemble. Ainsi, la FCT II permettra de renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets/programme financés par l’UE et leur participation dans la planification, la mise en œuvre et le suivi du développement du pays, d’informer davantage le public burundais et les différentes parties prenantes sur les politiques de l’UE sur ses thèmes clés tel que les droits de l’Homme, la gouvernance, les accords de partenariat économique. Elle permet également de réaliser des études d’intérêt stratégique pour l’action européenne dans le pays, de renforcer la visibilité et l’image de l’UE comme un acteur important du développement du pays, etc.

La poursuite d’une bonne collaboration avec CELON qui facilite les contacts et la concertation avec les institutions burundaises et le maintien d’un esprit collaboratif avec ces dernières, permettront la réalisation des activités et l’atteinte des résultats/produits visés. Tandis que la stabilité ou l’amélioration du contexte général du pays et le maintien d’un dialogue, au moins au niveau technique, avec les ministères sectoriels concernés directement par la coopération européenne, sont les facteurs-clés pour l’atteinte des objectifs de l’action.

Si ces conditions sont réunies, l’action pourra donc contribuer de façon substantielle à renforcer l’efficacité de l’aide européenne, le développement socioéconomique du pays et plus en général l’image de l’UE au Burundi.

4.3 Intégration des questions transversales

En complément des activités spécifiques prévues dans les projets et programmes déjà en cours, la FCT II soutiendra l’intégration des questions transversales (égalité des genres, droits de l’Homme, environnement et changement climatique) dans l’aide européenne: (i) directement, à

travers la mobilisation d'assistance techniques ciblée sur ces questions; et (ii) indirectement à travers des conférences et séminaires qui aborderont ces questions.

De plus, dans le cadre de la préparation/formulation de nouvelles actions, les aspects transversaux seront pris en compte depuis la phase d'identification.

Afin de renforcer la réalisation de ces engagements, l'action portera une attention particulière a) aux choix des assistances techniques (prévoir des équipes multidisciplinaires avec expertise genre); b) au recrutement transparent et non-discriminatoire d'expertise en matière de genre et droits humains; c) à la sensibilisation de tous les acteurs concernés sur la relation entre l'efficacité de l'aide et les questions de droits humains et genre; et d) à l'intégration de l'approche basée sur les droits humains et le genre, dans les outils de programmation, conception, etc., ainsi que dans ceux de suivi et d'évaluation (gestion axée sur les résultats et la performance sensible au genre et droits humains et budgétisation sensible au genre).

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribuera principalement à la réalisation progressive de l'ODD 17 dans la mesure où elle encourage des partenariats efficaces entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile pour favoriser les programmes de développement.

Elle contribuera partiellement à la réalisation progressive de l'ODD 16 qui consiste à *«promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable et assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes»* avec comme cible priorisées: la paix, la justice et les institutions efficaces. La présente facilité contribue également à l'ODD n° 5 *«parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles»*.

Dans la mesure où la FCT doit permettre une mise en œuvre plus efficace des projets de l'UE, elle appuiera également indirectement les ODD spécifiques auxquels ces projets contribuent.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre cette action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action au cours de laquelle les activités décrites aux sections 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **48 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁵.

5.4.1 Subventions: (gestion directe)

a) Objet de la ou des subventions

Cette partie de l'action visera deux objectifs spécifiques à la fois (*OS1: la mise en œuvre du PIN 2014-2020 est améliorée et OS 2 préparation de la coopération future entre l'UE et le Burundi*) et en particulier à une partie du produit 2 (*P.2 renforcement des capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet de l'aide européenne*)

b) Type de demandeurs visés

Organisations de la société civile, organisations non-gouvernementales (ONG), universités et centres de recherche avec une expérience prouvée dans la réalisation de recherches, études, sensibilisations, formations en matière de politiques et stratégies de développement et avec une très bonne connaissance et expérience de travail au Burundi.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'attribution de la subvention sans appel à propositions se justifie conformément à l'article 195 (a) du Règlement financier car le pays se trouve dans une situation de crise, tel que défini à l'article 2 paragraphe 21 du Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 et à l'article 72 de l'accord de Cotonou.

Le choix d'un opérateur spécifique sera justifié par son expérience et expertise spécifique en relation à la rencontre à organiser.

5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)

Cette partie concerne la plupart de l'action avec l'exception d'une partie de l'activité 2, notamment les conférences et séminaires confiés aux universités, centres de recherche, etc., qui sera mise en œuvre à travers des subventions (voire paragraphe 5.4.1).

Il s'agit en effet de marchés de services pour la mobilisation d'experts ponctuels dans différents secteurs, pour la réalisation d'études, d'identification et formulation de projets/programmes. Des évaluations et audits pourront être également prévus pour des projets de coopération en cours et/ou finalisés ne disposant pas d'un budget spécifique pour ce genre d'opération.

⁵ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure (1)
Appui de l'ensemble des processus de programmation, d'identification de formulation, de mise en œuvre, évaluation et audit des interventions de l'UE au Burundi (P.1).	Services	1 ^{er} trimestre 2020 et suivants
Renforcement des capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet de l'aide européenne (P.2).	Services	1 ^{er} trimestre 2020 et suivants
Amélioration de la visibilité de l'action de l'UE au Burundi (P.3).	Services	1 ^{er} trimestre 2020 et suivants
Mise à disposition d'études concernant les secteurs d'intérêt pour l'activité de l'UE au Burundi (P.4).	Services	1 ^{er} trimestre 2020 et suivants

(1) Il s'agit plutôt de la date indicative pour le lancement des marchés. En effet le lancement poursuivra pendant plusieurs mois, probablement pendant toute la période de contractualisation (D+3), pour répondre aux besoins qui seront progressivement identifiés.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)
5.4.1 Subventions (gestion directe)	500 000
5.4.2 Passation de marché (gestion directe)	1 800 000
5.9 Évaluation, 5.10 Audit	100 000
Provision pour dépenses imprévues	100 000
TOTAL	2 500 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Compte tenu de l'application des mesures appropriés (art. 96 de l'accord de Cotonou) et de l'absence d'un dialogue formel avec les autorités burundaises, le projet sera mis en œuvre en gestion directe sous la directe responsabilité de l'UE.

Une coordination technique sera mise en place pour s'assurer de la cohérence et pertinence et du suivi des actions financées par la FCT II. Cette coordination sera assurée par la Délégation de l'UE et la CELON et à travers cette dernière, il sera aussi assuré la coordination technique et méthodologique avec les institutions burundaises responsables des différentes politiques sectorielles.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

À noter que s'agissant d'une action d'appui à toute la coopération, elle donnera lieu à un ensemble de prestations et subventions qui ne seront pas forcément en relation les unes avec les autres. Pour cette raison, il n'est pas prévu une structure spécifique de suivi et un reporting régulier de l'action dans son ensemble. La Délégation de l'UE au Burundi avec la cellule d'appui à l'ON seront directement responsable du suivi et évaluation de l'ensemble de l'action y inclus la collecte des informations nécessaires pour renseigner les indicateurs du cadre logique de l'action.

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que cette action est un support à l'efficacité de l'ensemble de l'aide européenne au Burundi et plus en générale à l'action de l'UE dans le pays.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment

en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de la présente action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'UE (ou tout autre document ultérieur).

Les activités de communication et visibilité relative à cette action seront réalisées par les prestataires et partenaires de mise en œuvre dans le cadre de leurs obligations contractuelles. Il n'est donc pas prévu qu'un marché de service de communication et de visibilité spécifique soit conclu au fin de la visibilité de l'action.

6. CONDITIONS PREALABLES

S.O.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	L'efficacité de la mise en œuvre des politiques de coopération de l'UE au Burundi est améliorée.	<p>Nombre et «qualité» (pertinence et implication) des parties prenantes impliquées dans la réalisation des études, séminaires et conférences (f/h).</p> <p>Nombre d'actions concrètes découlant des opérations réalisées dans le cadre de la FCT – II permettant d'approfondir et améliorer l'action de l'UE dans le pays.</p> <p>% de projet évalués positivement (ROM et évaluation mi et fin parcours).</p> <p>Nombre de formations exécutées portant sur l'approche genre et droits humains.</p>	<p>Rapport d'exécution des opérations financées par la FCT.</p> <p>EAMR (<i>External Assistance Management Report</i>).</p> <p>Rapports ROM et rapports d'évaluation des projets/programmes .</p>	Sans objet.
Effet(s) direct(s) [objectif(s) spécifique(s)]	<p>OS 1. Amélioration de la mise en œuvre du PIN 2014-2020.</p> <p>OS 2. Préparation de la coopération future entre l'UE et le Burundi.</p>	<p>Nombre de cadres des ministères clés et acteurs de la société civile (f/h) ayant amélioré leur connaissance sur les politiques du développement globales (Agenda 2030, agenda d'Addis Ababa, etc.), de l'UE, de l'UA mais aussi de la région et du pays.</p> <p>Nombre de cadres des ministères clés et acteurs de la société civile (f/h) ayant acquis des nouvelles connaissances concernant l'utilisation d'outils et approches pour intégrer les questions transversales dans le développement, voire pour améliorer l'efficacité des projets.</p> <p>Nombre et «qualité» (pertinence et implication) de parties prenantes impliquées dans la réalisation des études, séminaires et conférences (f/h).</p>	<p>Rapport d'exécution des opérations financées par la FCT.</p> <p>Rapport périodique de la mise en œuvre et évaluations des projets et programmes UE.</p> <p>EAMR.</p> <p>Rapport annuel GAP II au Burundi.</p>	<p>Stabilité ou amélioration du contexte politique.</p> <p>Maintien d'un dialogue au moins au niveau technique entre les autorités du Burundi et l'UE.</p> <p>Les autorités ne créent pas d'obstacles aux opérateurs de mise en œuvre de l'aide européenne.</p>

		<p>Nombre d'évaluations et ROM positifs concernant les projets UE ayant bénéficié d'un appui de la FCT.</p> <p>Nombre de mesures spécifiques prises aux niveaux des projets inspirées du document de travail (indicateur 1.4.1. GAP II).</p>		
Produits	<p>P.1 Appui de l'ensemble des processus de programmation, d'identification, de formulation, mise en œuvre, évaluation et audit des interventions de l'UE au Burundi.</p> <p>P.2 Renforcement des capacités des parties prenantes impliquées dans la gestion du cycle de projet de l'aide européenne.</p> <p>P.3 Amélioration de la visibilité de l'action de l'UE au Burundi.</p> <p>P.4 Mise à disposition d'étude concernant les secteurs d'intérêt pour l'activité de l'UE au Burundi.</p>	<p>Nombre de séminaires et/ou conférences et formations réalisés sur les thèmes clés liés au développement y inclus le commerce et les questions transversales, en particulier en lien avec le genre et les droits humains.</p> <p>Intégration des questions d'égalité des sexes dans toutes les formations dispensées (indicateur 3.2.3. GAP II).</p> <p>Nombre d'articles, émission radio/TV, qui mentionnent positivement l'UE.</p> <p>Nombre de nouveaux projets/programmes identifiés et formulés qui ont une suite positive.</p> <p>Nombre d'actions réalisées en appui à l'efficacité de l'aide européenne.</p> <p>Nombre et qualité des études réalisés.</p> <p>Pourcentage de nouveaux programmes obtenant une note G1 ou G2 (objectif: 85 % des nouveaux programmes d'ici 2020) nouveaux programmes obtenant une de ces notes (indicateurs 5.3.2. GAP II°).</p>	<p>Rapport d'exécution des opérations financées par la FCT.</p> <p>Suivi de la presse, de la télévision et des média sociaux.</p> <p>Rapport périodique de la mise en œuvre et évaluations des projets et programmes UE.</p> <p>EAMR.</p> <p>Évaluation indépendante concernant la qualité et la portée des résultats obtenus par l'UE au sujet des femmes et des filles (indicateur 2.4.3. GAP II).</p>	<p>Maintien d'un dialogue au moins au niveau technique entre les autorités du Burundi et l'UE.</p> <p>Maintien ou renforcement du rôle de la CELON dans la facilitation des relations entre l'UE et les ministères sectoriels.</p>